

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Le 22 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCIERIE CHAUVIN FRERES

Lieu-dit Les Herses
39250 Mignovillard

Références : FC/MB/2024/L_142
Code AIOT : 0005904423

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement SCIERIE CHAUVIN FRERES implanté Route de Frasne 39250 Mignovillard. L'inspection a été annoncée le 20/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCIERIE CHAUVIN FRERES
- RTE DE FRASNE Route de Frasne 39250 Mignovillard
- Code AIOT : 0005904423
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans le travail et le traitement du bois.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Demande d'action corrective	30 jours
10	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
3	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
5	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
6	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
7	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
8	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Sans objet
9	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 17/03/1908	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Durant l'inspection, deux non-conformités ont été relevées.

Une observation a par ailleurs été formulée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : L'inspection constate que la formation de poussière apparaît sur la matière sèche, c'est à dire à partir des opérations de séchage. Les convoyeurs à bandes sont capotés et un dispositif d'aspiration des poussières est situé tout au long du process matière sèche pour éviter l'émission de poussières dans l'air. Dix points d'aspiration sont établis. Ces points d'aspiration sont raccordés à deux systèmes de filtration équipés de filtres à manches. L'objectif est de récupérer le maximum de matière pour la réintégrer dans le processus de fabrication des granulés, une vigilance certaine est donc assurée sur l'efficacité et le bon fonctionnement de ce dispositif d'aspiration. L'inspection constate également que les émissions de la chaudière biomasse sont canalisées et traitées par un dispositif électrofiltre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : L'inspection constate que les poussières émises sont captées à la source par deux systèmes d'aspiration équipés chacun en aval d'un dispositif de filtration avant restitution de l'air épuré à l'atmosphère. Les équipements de manipulation et de transport sont dotés de capotage et aspirés. Les produits en vrac seront stockés dans des espaces fermés (silos verticaux et hall biomasse).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement des fumées - conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
Constats : L'exploitant indique que l'électrofiltre présent sur la nouvelle chaudière de 10 MW n'a jamais eu de dysfonctionnement. Il précise que sur l'ancienne chaudière, l'électrofiltre a eu une période d'indisponibilité de 15 jours pendant 12 ans de fonctionnement de la chaudière. L'inspection constate la mise en place d'un système d'astreinte en interne pour corriger rapidement tout éventuel dysfonctionnement sur les dispositifs de traitement et ainsi limiter les périodes d'indisponibilité des dispositifs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traitement des fumées - matériel disponible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.
Constats : L'exploitant indique que chaque réseau d'aspiration comprend un réseau de gaines et de manches sur les parties "rabotterie" et "pellet". Il précise que tout colmatage entraîne l'apparition d'un défaut sur les outils de pilotage des installations et une intervention de la maintenance. En complément, la vérification de l'encrassement des filtres est effectuée tous les ans. Aucun manche de secours n'est présent sur le site en cas de déchirement d'une des manches sur une gaine. Constat n°1-11042024 : Non-conformité : L'exploitant ne dispose pas de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Surveillance des rejets - mesure

Référence réglementaire : Article 6.3.I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.
Constats : L'exploitant présente le dernier rapport d'analyse effectué sur les rejets atmosphériques de la chaudière biomasse de 10 MW. Ce rapport a été réalisé par la société Socotec le 01/06/2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En lien avec la surveillance réglementaire des rejets de l'établissement et en complément du contrôle effectué sur la disposition de l'article 6.3.I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, l'inspection constate qu'aucune analyse des poussières n'a été réalisée par l'exploitant depuis la mise en place de l'unité de production de granulés en bois. L'inspection rappelle la nécessité de procéder à une mesure de poussières totales tous les trois ans sur les exutoires des installations d'aspiration du process conformément aux dispositions de l'article 52 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014. L'inspection rappelle également la nécessité de procéder à des analyses des émissions atmosphériques sur la chaudière de secours de 3 MW si cette installation est remise en service.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des rejets - programme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : L'inspection constate que les méthodes de mesure mises en place par la société Socotec lors de l'analyse des rejets atmosphériques réalisées ont permis de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. 3 écarts aux normes de référence sont mentionnés dans le rapport. Parmi ces écarts, 2 sont négligeables et ne remettent pas en cause la qualité des analyses réalisées. L'autre écart a été corrigé par l'exploitant depuis le passage de la société.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets - justification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Aucun dépassement de valeurs limites d'émission n'est constaté dans le rapport de mesure réalisé par la société Socotec en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des VLE - conformité aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. [...] Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 : 1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ; 2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
Constats : Aucun dépassement de valeurs limites d'émission n'est constaté dans le rapport de mesure réalisé par la société Socotec en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Respect des VLE - tableau des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2008
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : Tableau des valeurs limites d'émission de l'installation

Paramètre	Cheminée chaudière
Oxyde de soufre en équivalent SO ₂	200mg/Nm ³ - 11% O ₂
Oxyde d'azote en équivalent NO ₂	500mg/Nm ³ - 11% O ₂
Poussières	150mg/m ³ - 11% O ₂

Constats :

Aucun dépassement de valeurs limites d'émission n'est constaté dans le rapport de mesure réalisé par la société Socotec en 2023.

Néanmoins, les VLE utilisées pour justifier la conformité de l'installation dans le rapport de mesure ne sont pas celles de l'arrêté préfectoral du 28/10/2008 qui régit les rejets atmosphériques de la chaudière biomasse. La société Socotec utilise les VLE de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 qui précise pourtant à son article 2 «Les dispositions de l'annexe I sont également applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation au titre d'une autre rubrique que la rubrique 2910 dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation ».

Les VLE à utiliser pour justifier la conformité de l'installation sont celles de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2008. Les résultats mesurés sont néanmoins conformes à ces valeurs.

Type de suites proposées : Demande d'action corrective – délai de 30 jours – mise à jour du rapport de mesure pour les prochaines campagnes de mesure

N° 10 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets – article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)

Prescription contrôlée :

II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

Rappel [Annexe I](#) a) Etablissements exerçant une des activités listées ci-dessous :

- installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;
<p>Constats :</p> <p>L'activité de traitement pour la préservation du bois déplacée sous le nouveau bâtiment ne génère pas de consommation de solvant ou d'émission atmosphérique, le produit utilisé (SARPALO 860) étant une formulation en phase aqueuse (microémulsion).</p> <p>Dans le cadre de la préparation de la visite d'inspection et afin de vérifier la quantité de solvant consommée par l'exploitant sur le site, l'inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas procédé à sa déclaration GEREPE en 2024 pour le compte de l'année 2023. Même si cette déclaration n'a pas à préciser la quantité de solvant consommée sur le site, l'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de procéder à sa déclaration GEREPE.</p> <p>Constat 2-11042024 : L'exploitant n'a pas procédé à sa déclaration GEREPE en 2024 pour le compte de l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours